

Renouveler l'approche du racisme et des discriminations

Michel Wieviorka (*)

Durant la décennie 90, l'objet social «racisme» a connu une «inflexion» et un «renouveau» quant à ses expressions, son contexte, ses interprétations, ainsi qu'aux moyens de lutter contre. Michel Wieviorka revient ici sur la décennie de recherches qu'il a consacrées à cet objet. Ce faisant, il attire l'attention sur le fait que pour combattre le racisme, les «solutions élémentaires et rapides» ne suffisent pas. Racisme et discriminations sont «indissociables» de difficultés sociales et culturelles, de crises institutionnelles et d'autres phénomènes sociaux voisins, telle que la violence.

Vers la fin des années 80, j'avais acquis la conviction qu'un renouveau et une formidable inflexion caractérisaient le racisme dans les sociétés occidentales.

Dans la littérature qui commençait à se développer, j'étais surtout frappé par le thème du racisme différencialiste. En Grande-Bretagne, Martin Barker avait publié, quelques années plus tôt, un petit livre sans prétention, mais qui demeure pour moi pionnier, sur le nouveau racisme (*The New racism*, London, Junction Books, 1981); en France, quelques années plus tard, et à peu près simultanément, Pierre-André Taguieff, avec un fort volume, touffu, érudit, et d'une intelligence qui confinait à la virtuosité (*La Force du préjugé. Essai sur le racisme et ses doubles*, Paris, La Découverte, 1988) et Etienne Balibar dans un ouvrage plus engagé (avec Immanuel Wallerstein, *Race, Classe, Nation. Les identités ambiguës*, Paris, La Découverte, 1989), avaient développé des idées comparables, sur le racisme culturel ou différencialiste. Et aux Etats-Unis, les psychologues et politologues qui traitaient du racisme symbolique s'inscrivaient dans des perspectives assez proches. A l'évidence, la pensée sur le racisme se renouvelait.

En même temps, la France prenait conscience des transformations de l'immigration, qui cessait de se définir en termes de travail, pour devenir de plus en plus une immigration de peuplement, l'islam devenait la deuxième religion du pays [...] Et surtout, le racisme se haussait au niveau politique avec le Front National de Jean-Marie Le Pen, qui cessait d'être un groupuscule pour devenir un parti capable d'obtenir des scores élevés aux élections –le choc avait été l'élection partielle de Dreux en 1983, où pour la première fois, ce parti était apparu comme capable de bouleverser le jeu politique classique. J'ai donc pris connaissance du formidable renouveau de la pensée sur le racisme, dans

(*) Sociologue, Chercheur au CADIS

les années mêmes où je prenais conscience de l'importance sociale et politique renouvelée du phénomène.

Une première expérience de recherche

Il est vrai que comme chercheur, mais aussi comme personne singulière, j'avais déjà été confronté à une expérience contemporaine de racisme, celle de l'antisémitisme en Pologne, sur lequel j'avais publié un livre en 1984 (*Les Juifs, la Pologne et Solidarnosc*, Paris, Denoël). Le thème s'était imposé à moi à l'occasion d'une recherche menée en 1980-1981 avec Alain Touraine et toute une équipe franco-polonaise sur Solidarnosc, en Pologne. [...] Avec Alain Touraine et notre équipe, j'étais allé étudier un mouvement social, Solidarnosc (Alain Touraine, François Dubet, Michel Wieviorka, Jan Strzelecki, Solidarité, Paris, Fayard, 1982). Mais en même temps, j'en avais profité pour noter sur place tout ce qui renvoyait à des thèmes juifs, et à l'antisémitisme, et mener chaque fois que cela était possible des entretiens sur la question. [...]

La principale leçon théorique que j'avais tirée de cette recherche, et qui me sera utile par la suite, renvoie à la relation que j'avais observée entre le mouvement social –Solidarnosc– et l'antisémitisme : ce phénomène, dans une Pologne pratiquement sans Juifs (il en subsistait désormais quelques milliers, dont beaucoup de vieillards, pour quelque trois millions avant-guerre) se déployait lorsque le mouvement entraînait en crise, lorsqu'il ne parvenait plus à apparaître comme engagé dans un rapport conflictuel avec son adversaire. Lorsque la situation économique devenait de plus en plus insupportable, et que le pouvoir politique s'avérait de moins en moins négociateur, la face d'ombre du mouvement se renforçait, populiste, nationaliste, peu démocratique, anti-intellectualiste, tentée par des conduites de rupture et laissant échapper un antisémitisme que commençaient à revendiquer les « vrais Polonais ».

Le racisme ou, ici, l'antisémitisme (je n'entrerai pas ici dans les discussions pour savoir si les deux phénomènes appartiennent à une seule et même famille, ou non) était l'opposé du mouvement, d'abord sa face sombre et inquiétante, mais aussi de plus en plus son contraire, l'ébauche d'un anti-mouvement. Je pouvais donc, moi qui étais avant tout un sociologue des mouvements sociaux, théoriser le racisme comme le contraire du mouvement social, du moins au sens donné par Alain Touraine à cette expression.

Une conjoncture institutionnelle

En 1988-1989, j'avais de solides chances d'être élu professeur à l'École des hautes études en sciences sociales. [...] Il fallait que je présente, à l'appui de ma candidature, un projet d'enseignement et de recherche. Le thème du racisme s'est alors imposé à moi, compte tenu de l'évolution récente de la société française (la montée du Front national, la mutation de l'immigration, les mobilisations anti-racistes qu'incarnait alors, avant tout, le mouvement SOS Racisme), d'un côté, et d'un autre côté, de mes intérêts intellectuels, compte tenu, aussi, de ce qui a été une constante dans mon travail : le souci d'étudier des problèmes de société bien réels, de produire des connaissances susceptibles d'éclairer le débat public.

Dans une première phase, j'ai consacré alors un temps considérable à me préparer intellectuellement, à construire mes catégories d'analyse, semaine après semaine, lors d'un séminaire annuel qui a débouché sur un ouvrage théorique, (*L'espace du racisme*, Paris, Seuil, 1991), effort complété par l'organisation d'un important colloque international sur le racisme (cf. *Racisme et modernité*, sous la dir. de M. Wieviorka, Paris, La Découverte, 1993). En 1990, j'étais prêt, intellectuellement, installé désormais pleinement à l'École des hautes études en sciences sociales, où les conditions de la recherche étaient excellentes, et appartenant à un Centre de recherches, le CADIS (Centre d'Analyse et d'Intervention Sociologiques), où je trouvais un environnement intellectuel à la fois stimulant, riche et amical. [...]

Un programme, une équipe, des terrains

Non seulement j'ai toujours conçu mon travail de chercheur comme une combinaison d'élaboration théorique et de recherche de terrain, mais j'appartiens à une tradition intellectuelle qui considère que la méthode d'intervention sociologique est un outil privilégié pour produire des connaissances sociologiques. D'ailleurs celle-ci donne son nom au CADIS, fondé en 1980 par Alain Touraine, qui est aussi l'inventeur de cette méthode. [...] L'idée générale est que les acteurs, sans être pleinement conscients du sens de leur action, ne sont jamais non plus totalement incapables de le penser. Si l'on met en place un dispositif approprié, il doit être possible de mettre les acteurs dont on souhaite étudier l'action en position de produire une analyse

avec les chercheurs. Ainsi, s'il s'agit du racisme, il doit être possible de mettre des personnes plus ou moins racistes en position non pas tant d'exprimer leurs préjugés et leurs haines que de réfléchir au racisme, à ses sources, à ce qu'il signifie. Plus précisément, mon idée initiale a été de rassembler, à plusieurs reprises, des personnes racistes, et de leur faire vivre un processus au fil duquel elles allaient être amenées à débattre sur le racisme, sur ce qu'il implique, et donc à passer du côté de l'analyse. Celle-ci ne peut provenir spontanément des personnes en question, et le rôle des chercheurs est non seulement de créer les conditions de sa possibilité, mais aussi de l'introduire, de présenter des idées, des hypothèses, des raisonnements qui tirent en quelque sorte les personnes avec qui est menée la recherche du côté de la réflexion.

C'est dans cette perspective que j'ai constitué une équipe de recherche, composée de cinq jeunes chercheurs, à laquelle j'ai proposée de mettre en œuvre un ensemble d'interventions sociologiques qui, dans différentes situations, allaient permettre de mettre des personnes plus ou moins racistes en position de s'auto-analyser.

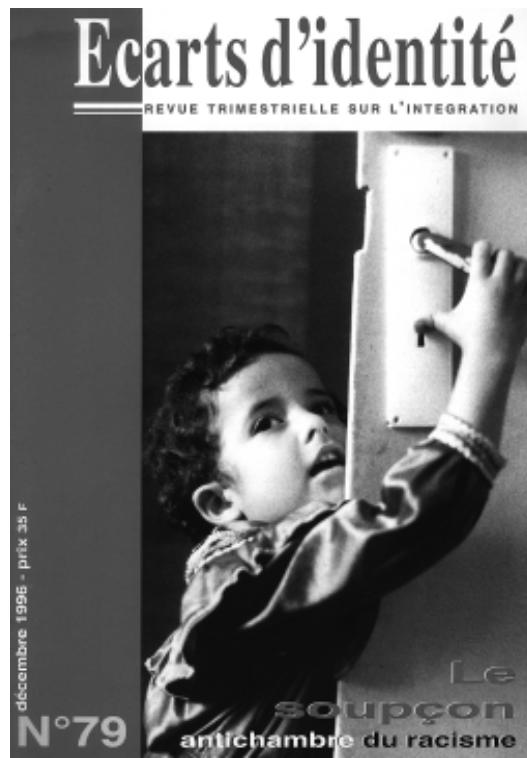
Dans un premier temps, j'ai retenu trois sites urbains qui me paraissaient mériter une étude approfondie, et qui formaient un ensemble commençant à donner une image sinon représentative, du moins assez diversifiée de l'espace français du racisme.

Roubaix est une ville industrielle dont le tissu s'est brutalement décomposé en quelques années, en même temps que se destructurait le système socio-politique formé par les trois acteurs principaux de la ville (le patronat, les syndicats, le pouvoir municipal). La part la plus dynamique de la population désertait la ville, tandis que les immigrés y venaient en nombre important, en quête de logements bon marché et d'aide

sociale. A Roubaix, j'ai réuni un groupe d'une dizaine de personnes, les unes pauvres, coincées dans le logement HLM d'un quartier populaire excentré déprécié, les autres moins démunies, habitant au centre-ville, et vivant la chute de la ville avec une immense appréhension. Pour les rencontrer, mes chercheurs et moi-même avons fait appel à des intermédiaires, travailleurs

sociaux, militants d'un Comité de quartier, qui nous ont mis en relation avec plusieurs personnes, parmi lesquelles nous avons retenu la dizaine de membres du groupe d'intervention. A tous, nous avons expliqué longuement ce que nous voulions faire : organiser pour ce groupe une série de rencontres successives, étalées dans le temps, au cours desquelles, en privé, il allait rencontrer un par un divers invités, pour un échange sur les problèmes que pose localement l'immigration. Et à l'issue de ces rencontres, les chercheurs s'engageaient à présenter leur analyse du travail du groupe, ses hypothèses, et à les discuter avec lui. Il a fallu plusieurs semaines pour

préparer l'intervention stricto sensu. [...] Il n'était pas question de dire crûment aux personnes sollicitées : « nous voulons vous étudier comme racistes », mais il n'était pas question non plus de leur mentir. Nous leur avons donc expliqué qu'il s'agissait de réfléchir avec elles aux difficultés, dans leur ville, liées à la présence de populations d'origine maghrébine et qui fait que ces difficultés semblent alimenter le racisme. [...] Dans ses rencontres d'une durée moyenne de deux heures, les chercheurs (moi-même et un ou deux membres de mon équipe) intervenaient peu, distribuant la parole, relançant la discussion si nécessaire, l'organisant, introduisant parfois une remarque, un commentaire sur l'évolution des échanges. Après cette phase de rencontres, le groupe a eu des séances « fermées », sans invités, et là, les chercheurs sont interve-



nus avec beaucoup plus de force, expliquant par exemple au groupe que le racisme, si présent dans les propos de ses membres, avait à voir avec leur exclusion, leur chute ou leurs inquiétudes sociales, ainsi qu'avec leur sentiment d'une menace pesant sur leur être culturel, sur leur identité nationale. Le fait le plus notable, à mes yeux, dans cette intervention où les échanges entre chercheurs et membres du groupe étaient simples, directs, plutôt cordiaux, s'est produit en fin de parcours, lors de la dernière rencontre : les mêmes qui avaient fait un bout de chemin avec les chercheurs, acceptant de se situer du point de vue de l'analyse du racisme, et non plus seulement de l'expression de leurs problèmes, se sont mis à tenir des propos d'un racisme inouï, déchaînés. La recherche, qui semblait avoir introduit dans le groupe de la raison, qui semblait même l'avoir éloigné du racisme, se soldait, finalement, par le contraire de ce qui était attendu, par un surcroît de racisme, et non pas par plus de capacité d'analyse et de réflexivité. Mon interprétation est que ce groupe avait bien été capable de faire, en quelque sorte, la théorie de son malheur social et culturel. Mais qu'une fois cette théorie ébauchée avec les chercheurs, il savait bien que son sort n'allait pas changer, que les chercheurs allaient rentrer chez eux, dans leur univers protégé, tandis que les participants à la recherche allaient, eux, retourner vivre dans leur environnement dégradé ou inquiétant, sans changements : ils ont en quelque sorte fait payer aux chercheurs, en déployant un racisme exacerbé, le fait d'avoir esquissé une analyse de problèmes qui resteront non résolus. [...]

A Mulhouse, la situation économique était moins dramatique, car après la déstructuration du tissu industriel classique, dans les années 70 et 80, un processus de recomposition se dessinait, le chômage était moins fort, et plusieurs milliers d'habitants de la ville trouvaient à s'employer, comme frontaliers, en Suisse et en Allemagne. Le Front national est puissant dans cette ville où l'identité alsacienne reste nette, et où elle est vécue comme complémentaire, et non comme opposée à l'identité nationale française. Dans cette situation, l'intervention (mai et juin 1991) permettait de compléter l'analyse sociologique déjà esquissée à Roubaix, elle montrait que le racisme peut de surcroît avoir beaucoup à voir, outre ses sources sociales, avec la crise de la communauté culturelle régionale et le sentiment de risquer d'être expulsé de la modernité. Le fort enracinement dans une culture locale, alsacienne, menacée est indissociable de l'appartenance à une

société industrielle en déclin, en même temps qu'il va de pair, et ce n'est pas un paradoxe, avec un vif sentiment d'identification à la nation française. [...]

Marseille est une ville du verbe, où les propos racistes fusent facilement, et où les différences culturelles se donnent à voir bien plus que dans d'autres villes. Les formes de discrimination et de ségrégation sont nombreuses, plus visibles qu'ailleurs, en même temps que le système politique local, longtemps très ouvert à diverses communautés sociales, mais aussi culturelles, corse, arménienne, italienne, juive, etc., donne de spectaculaires signes d'épuisement. L'intervention sociologique (avril à juin 1991), ici, va mettre en évidence un racisme non seulement anti-maghrébin, mais aussi, très virulent, anti-Gitans. Les « petits blancs » réunis dans le groupe expriment surtout un sentiment d'exaspération, d'impuissance politique et d'abandon, ils se vivent comme victimes, laissés-pour-compte du changement, et analysent eux-mêmes leur racisme comme lié à la conviction d'être les derniers survivants d'une France révolue. Leur racisme, au moment où s'effectue la recherche, semble pour l'instant inscrit dans un populisme, qui le contient, le limite.

Le terrain préparatoire, au cours duquel de très nombreux entretiens individuels ont été menés, et les interventions proprement dites ont permis de préciser l'image d'une France dont les milieux populaires, mais aussi les couches moyennes, deviennent racistes en suivant quatre logiques principales, éventuellement combinées : la logique de l'exclusion sociale, celle de couches moyennes qui veulent maintenir leur tranquillité et tenir la pauvreté et l'immigration à distance, celle de la chute sociale, celle, enfin, de la tradition culturelle menacée du dehors (la mondialisation, la construction européenne) et du dedans (l'immigration). La recherche concrète, en fait, conforte et précise l'approche plus théorique que j'avais développée auparavant, dans *l'Espace du racisme*, elle apporte des illustrations, elle permet, aussi, de nuancer.

La crise des institutions

Le racisme ne faisait pas, en ce début d'années 90, que se diffuser en milieu populaire ; il traversait aussi les institutions, soit directement, soit parce qu'il relevait de problèmes que ces institutions savaient de moins en moins bien affronter. C'est ainsi que j'ai décidé d'inclure dans ce programme de recherches deux interventions menées avec des acteurs relevant

des institutions, l'une auprès de travailleurs sociaux, pour voir comment ils faisaient face aux difficultés qui nourrissent le racisme, et l'autre avec des policiers.

Au plus loin de cette France vieillissant mal, à Roubaix, à Mulhouse ou à Marseille, c'est dans une « ville nouvelle » de la Région Parisienne qu'a été conduite l'intervention portant sur le travail social : la maire de Cergy, une amie d'amie, voulait qu'une équipe de sociologues étudie le racisme dans sa propre ville. Etrange courage de la part de cette élue qui prenait le risque de faire de sa commune un des lieux affublés de l'étiquette raciste. Il s'agissait ici d'étudier la façon dont les travailleurs sociaux contribuent au traitement des problèmes sociaux et culturels qui débouchent sur le racisme, ou bien au contraire développent une pratique contre-productive, qui finalement aboutit à renforcer le mal. Le groupe de travailleurs sociaux que nous avons réunis (mars à juin 1990) a lui aussi rencontré divers interlocuteurs avant de passer à l'auto-analyse de son action sous l'impulsion des chercheurs. Et très clairement, il s'est avéré en perte, incapable, en particulier, de définir une ligne nette de conduite face aux différences culturelles rencontrées sur le terrain, et à bien des égards impuissant face aux difficultés sociales des « clients » du travail social. Parmi les travailleurs sociaux, les uns voudraient reconnaître et valoriser les identités particulières, d'autres ne veulent parler que d'inégalités et d'injustice sociale, ils sont dans l'ensemble sans projets et sans capacité de mobilisation collective, subordonnés aux élus locaux. La recherche ici met en évidence la grande crise du travail social en France, ses difficultés à fonctionner dans la conjoncture de mutation de la société. Je validerai plus tard ces analyses en allant rencontrer d'autres travailleurs sociaux, dans d'autres villes, et en leur demandant ce qu'ils pensent des résultats de la recherche menée à Cergy. Mais ne fallait-il pas aller au cœur même des institutions les plus centrales ? Une autre intervention a été préparée, cette fois-ci avec des policiers. Il avait fallu pour cela obtenir l'accord des plus hautes autorités (en fait, le ministre de l'intérieur), et le soutien de l'Institut des hautes études de la sécurité intérieure, qui avait été créé récemment, et qui a bien voulu aider ma recherche, y compris financièrement. J'ai pu ainsi rencontrer plusieurs dizaines de policiers de base, dans plusieurs villes de France, et en retenir une dizaine, volontaires pour une intervention sociologique portant explicitement sur le thème « police et racisme ». Leur groupe s'est réuni, en banlieue parisienne, au fil d'une ving-

taine de séances réparties sur quatre mois (octobre 1990-janvier 1991). Ce groupe a rencontré, entre autres interlocuteurs, un maire de droite, connu pour ses décisions spectaculaires, et très médiatisées, jugées proches du racisme, un avocat d'extrême-gauche, le directeur de la police nationale, le principal dirigeant de SOS-racisme, Harlem Désir, etc. Là aussi, le groupe, après ces rencontres, s'est mis en position d'analyse, et a plus précisément abordé le racisme policier et ses spécificités, expliquant ses sources, mais aussi son fonctionnement. Il y a, à l'évidence, une crise de l'institution policière face aux difficultés sociales et aux tensions culturelles que traverse le pays, et le racisme pénètre la police, qui de surcroît va avoir, par sa pratique concrète, sur le terrain, un rôle dans la production même du phénomène.

Prolongements

Ces travaux ont été complétés par une autre intervention sociologique, menée avec un groupe de skin-heads, et par divers autres études menées de façon plus classique, par entretiens individuels et sur documents : dans le Beaujolais, où est à l'œuvre un puissant racisme rural ; à Montfermeil, petite commune de la région parisienne dont le maire s'était fait connaître par des décisions xénophobes, racistes et illégales ; dans un quartier du XIII^{ème} arrondissement de Paris, où une communauté chinoise suscite rumeurs et préjugés racistes ; à Sarcelles, ville où, dès le début des années 90, j'ai pu, avec mon équipe, repérer la naissance d'un nouvel antisémitisme, porté par des Antillais et des immigrés d'origine maghrébine reprochant aux Juifs de se constituer en communauté puissante, capable d'exercer une influence sur le pouvoir local, tandis qu'eux n'avaient pas ce type de ressources communautaires : dix ans plus tard, lorsqu'une vague de violences antisémites agitera la France, au moment de la 2^{ème} Intifada, ces travaux m'aideront à réfléchir à la nature et aux acteurs de cette haine des Juifs. Ils ont été prolongés par une comparaison internationale, dans laquelle des chercheurs de mon équipe, s'appuyant sur les principaux résultats du programme mené en France, se sont rendus en Grande Bretagne, en Italie, en Belgique et en Allemagne pour examiner le racisme à l'œuvre dans ces sociétés (un ouvrage rend compte de cette comparaison internationale, sous ma direction : *Racisme et xénophobie en Europe*, Paris, La Découverte, 1994). Enfin, un peu plus tard, à la demande de la CFDT, une des grandes centrales syn-

dicales françaises, j'ai mis sur les rails une recherche sur le racisme au travail, dont très vite Philippe Bataille, compagnon d'aventures dans toutes les phases antérieures de mon programme, a assuré la direction et qui a permis de faire réfléchir ensemble, sur le terrain, des chercheurs et des syndicalistes sur le racisme dans les entreprises, et les moyens de le faire reculer (Philippe Bataille, *Le Racisme au travail*, Paris, La Découverte, 1997)

Le chercheur et son objet

Quelque 500 heures d'entretiens individuels, et plus de 200 heures de rencontres collectives, tous enregistrés : l'ouvrage *La France raciste* repose sur un énorme matériel dont la production a posé constamment d'importants problèmes aux chercheurs.

Car rencontrer des racistes, et pas seulement lorsqu'il s'agit de skinheads, n'est pas chose facile. Dans certains cas, les personnes rencontrées sont prudentes, se méfient, se demandent : qui est ce sociologue, pourquoi pose-t-il ces questions, qu'en fera-t-il, pour qui travaille-t-il ? Dans d'autres cas, c'est l'inverse, le racisme est explicite, revendiqué, le chercheur est alors sommé de prendre parti, son interlocuteur ne comprendrait pas qu'il ne soit pas lui-même raciste. En permanence, les chercheurs sur le terrain, qu'ils soient seuls ou à deux, doivent se poser la question de leur rapport à l'objet étudié, et aux personnes rencontrées, que ce soit lors d'entretiens individuels ou dans les réunions collectives. La connivence est exclue, mais le rejet ou la répulsion, qui peuvent fort bien apparaître, constituent un obstacle à une relation dans laquelle il s'agit pour les chercheurs de s'informer. La difficulté se renforce lorsqu'il s'agit, dans le cadre de l'intervention sociologique, de mettre les personnes concernées en position de co-produire des connaissances, des analyses.

Des relations interpersonnelles

Lors d'un entretien individuel, le chercheur qui veut comprendre, et pas seulement enregistrer des informations plus ou moins factuelles, doit créer un minimum d'empathie avec la personne interrogée de façon à lui donner envie, tout simplement, de participer à un échange. Il sait qu'il n'est pas en position de pure neutralité. Il lui faut respecter la personne interrogée, la prendre au sérieux, la pousser à aller le plus loin qu'il se peut dans l'évocation des thèmes abor-

dés ; or si cette personne est raciste, une telle posture est difficile. Le chercheur peut alors être tenté de cacher son jeu, il peut par exemple provoquer le propos raciste, se présenter comme soi-même porté par les mêmes idées, les mêmes préjugés, mettre l'interlocuteur en confiance en se faisant passer comme lui-même raciste. Cette orientation, j'avais demandé à mon équipe de la rejeter vigoureusement, tout comme je lui avais demandé, symétriquement, de ne jamais se mettre en position de juger les personnes interrogées, et de leur signifier un refus de leur discours. Mes consignes, qui furent débattues au sein de l'équipe de recherche, étaient : nous devons en permanence être des chercheurs, qui ne sont là ni pour accepter, ni pour rejeter les propos tenus, mais pour les comprendre et pour mettre ceux qui les tiennent en position d'y réfléchir. Dans la pratique, nous avons généralement pu maintenir cette attitude, et, souvent, ouvrir l'espace de l'analyse : lorsque la confiance avait été instaurée, si une personne tenait un propos raciste, il était possible de lui dire quelque chose comme : « ce propos est raciste, et je fais l'hypothèse que vous le tenez pour exprimer en fait ceci ou cela... ».

Lors d'une intervention sociologique, la relation se construit et se développe au fil de rencontres de groupe, entre lesquelles, de surcroît, il y a de longues et nombreuses possibilités de discussions informelles : pour une quarantaine d'heures d'intervention proprement dite, il y a toujours beaucoup plus d'heures d'échanges non enregistrés, lors des temps morts, des pauses ou des repas, sans parler des rencontres préparatoires. Il se crée donc nécessairement des relations interpersonnelles fortes, cordiales – car personne n'est obligé de participer à une telle recherche, les participants n'y sont pas rémunérés, ils ne viennent et ne reviennent que s'ils y trouvent une gratification de type intellectuel, et un climat agréable. L'expérience, ici, m'a montré que très vite la confiance instaurée signifiait que les membres du groupe savaient très bien que nous voulions non pas juger leur racisme, mais en comprendre les sources, et le sens. Dans l'ensemble, les chercheurs pouvaient être eux-mêmes, et plus la recherche progressait, plus il était possible, généralement, de parler du racisme au deuxième degré, comme ce que, tous ensemble, chercheurs et acteurs, nous étions en train d'analyser. Un chercheur ne peut pas accepter le racisme qui jaillit dans les propos des participants à une intervention sociologique. Mais s'il réagit en disant que ces propos sont intolérables, il ne fera pas avancer la recherche, qui risque même de

s'arrêter là. Par contre, tout change s'il parvient à prendre le propos raciste qui jaillit comme ce dont on doit débattre dans le groupe, s'il parvient à dire, par exemple : « vous parlez comme ça, vous dites des horreurs sur les Arabes au moment précis où l'on vient d'évoquer le chômage dans la ville, et évidemment, les Arabes n'y sont pour rien. Je me demande si vous ne tenez pas des propos anti-Arabes faute de pouvoir vous mobiliser contre les vrais responsables du chômage... ». Mais il n'est pas toujours possible de faire basculer la discussion du propos raciste vers à un début d'effort de clarification et d'analyse. Et il ne faut pas croire que parce qu'une personne s'est engagée en situation de recherche dans la voie de la distanciation, de l'analyse, du refus du racisme, éventuellement, elle s'est effectivement écartée dans la vie réelle du racisme qu'elle a été capable d'analyser. A plusieurs reprises, il m'est arrivé de vivre très douloureusement le contraire. [...]

En pratique, l'expérience suggère qu'en fait, l'impact de la recherche sur ceux qui y participent est très faible, et l'expérience de Roubaix relatée plus haut illustre bien ce constat. Mais la recherche ne peut-elle pas exercer un impact d'un autre ordre, en influençant, notamment, les acteurs politiques, les responsables publics, et en les aidant à améliorer leur action, et à faire reculer le mal ? Ici, je serais également prudent. [...]

Enfin, cette expérience, thème dont on parle trop peu dans les sciences sociales, a-t-elle modifié les chercheurs eux-mêmes ? A l'évidence oui, et au moins sur un point précis. L'adjectif raciste a souvent la force de l'évidence, et très vite, une personne, un groupe sont qualifiés de racistes sans ambages. Or souvent, sur le terrain, j'ai constaté l'existence d'une zone grise, aux contours mal délimités, et au contenu plus ou moins instable, à propos de laquelle l'usage du qualificatif de raciste s'avérait à l'examen inadapté, injuste, excessif. En écrivant ces lignes, je pense par exemple à ce couple d'un certain âge de Marseille, qui habitait une villa agréable, au jardin magnifique, séparé d'une Cité peuplée de Gitans par un simple mur. Ce couple vivait dans la terreur. Lorsqu'en 1989, le monde entier avait appris la chute du mur de Berlin, des jeunes Gitans avaient fêté l'événement à leur façon, en défonçant le mur séparant la villa de leur Cité à coups d'un camion volé. Ce couple était insulté gratuitement, dans la rue, par de très jeunes jeunes, il ne pouvait pas quitter son domicile sans risquer qu'il soit aussitôt cambriolé,

etc. La vie était devenue pour lui un calvaire. Ce que tous deux disaient des Gitans, n'était pas tendre, assurément, mais toujours appuyé sur des illustrations concrètes et, je crois, très réelles ; ici, quelle était la part du racisme, quelle était celle d'une expérience vécue insoutenable ? Dans certaines situations, ne vouloir parler que de problèmes sociaux ou culturels, c'est s'aveugler sur la part du racisme qu'elles incluent. Mais ne voir que le racisme, c'est stigmatiser, disqualifier trop vite et trop entièrement les personnes concernées. La recherche m'a appris à mieux faire l'effort de ne pas tout réduire à des images simplistes, dichotomiques, à ne pas séparer le monde en deux camps, les bons et les méchants, les racistes et les anti-racistes. Elle m'a aussi appris à m'écarter de positions politiques non moins élémentaires, qui croient qu'on peut agir sur le racisme en se contentant de s'y opposer de front, idéologiquement, juridiquement, comme si le mélange des bons sentiments et du recours à un arsenal juridique lui-même plus ou moins adapté pouvait suffire. Bref, elle m'a encouragé à une très grande modestie, à ne pas croire aux solutions élémentaires et rapides. Si par la suite je me suis engagé dans des travaux s'intéressant les uns à la violence urbaine et les autres à la différence culturelle, c'est certainement à partir de cette expérience de recherche sur le racisme, qui a constitué une sorte d'invitation à approfondir des thèmes voisins, et dont il est indissociable. ■

Quelques ouvrages de Michel Wieviorka.

- *L'espace du racisme*, Paris, Seuil, 1991.
- *Racisme et modernité* (sous la dir.), Paris, La Découverte, 1993.
- *Une société fragmentée* (sous la dir.), Paris, La Découverte, 1996.
- *Le racisme, une introduction*, Paris, La Découverte, 1998.
- *La différence*, Paris, Ed. Balland, 2001.